

(TEXTE)

Monsieur le Président,

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant un auditoire de cette qualité, dans cette merveilleuse Ville de Paris à laquelle nous, Canadiens, sommes si attachés. Mais qu'il me soit permis tout d'abord de rendre hommage à Monsieur le Président de la République française pour l'accueil qu'il nous a réservé et pour les paroles tellement exemplaires qu'il nous a adressées à l'ouverture de cette conférence. À vous-même, Monsieur le Président, j'adresse également mes compliments, tandis que je remercie et félicite tous ceux qui, dans le cadre des Nations Unies, ont travaillé passionnément et efficacement à mettre sur pied cette conférence.

(TRADUCTION)

Je tiens à vous assurer de la très haute priorité que le gouvernement canadien accorde, d'une part, à la coopération entre pays développés et en développement au regard des problèmes économiques internationaux et, d'autre part, au succès de la conférence. Comme nombre d'entre vous le savent fort bien, mon premier ministre, le très honorable Pierre Elliott Trudeau, s'est rendu à maintes reprises à l'étranger et a eu des discussions détaillées avec nombre des grands dirigeants du monde pour faire avancer les questions importantes qui constituent le dialogue Nord-Sud. Il ne peut malheureusement être parmi nous aujourd'hui, mais m'a demandé de transmettre le message spécial suivant aux participants:

"Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous transmettre les salutations du peuple canadien et ses meilleurs voeux de succès pour cette conférence.

De tous les problèmes complexes qui assaillent notre monde chaque jour plus interdépendant, aucun n'est plus urgent ni plus fondamental que la misère des nations et des peuples les plus démunis. Le souci de justice sociale et l'obligation morale de venir en aide à autrui ne sauraient se limiter aux frontières de la famille, de l'ethnie, de la religion ou de la nation. Qu'un pays importe ou exporte du pétrole, que son économie soit dirigiste ou libre-échangiste, qu'il appartienne à un bloc politique ou à un autre, cela ne devrait pas entrer en ligne de compte. En fait, il s'agit là d'une responsabilité qui nous incombe à tous, pays développés ou en développement, et c'est ensemble que nous devons l'assumer.